Frédéric Prat, avec la collaboration de Christophe Noisette
et de Robert Ali Brac de la Perrière

OGM : la bataille de l'information. Des veilles citoyennes pour des choix technologiques éclairés

Éditions Charles Léopold Mayer, 2010, 308 pages.

Ce livre porte bien son titre. L'information est, en effet, un élément-clé de la démocratie, et ce ne sont pas les Tunisiens ou les Égyptiens qui le démentiront. Même dans les pays démocratiques de longue date, elle reste encore et toujours un enjeu. Et dans le domaine des innovations technologiques, il s'agit d'un enjeu crucial si l'on veut que les choix ne soient pas faits en catimini, mais le soient au contraire en toute connaissance de cause, sur la base de processus démocratiques. Or, en la matière, on ne peut pas dire que règne la transparence : sans même évoquer le nucléaire – et pourtant il y aurait à dire avec ce qui se passe au Japon – les sujets technologiques ne manquent pas sur lesquels on peut s'interroger quant aux informations fournies au « grand public » ou tout simplement au citoyen : médicaments, nanotechnologies, OGM, *etc.* Car il « existe » toujours de bonnes raisons pour ne pas informer. On connaît le fameux « secret défense », mais il y a aussi le secret bancaire, le secret médical, le secret de fabrication, *etc.* On connaît également la désinformation, qu'il s'agisse de nier un fait (le désormais célèbre « nuage de Tchernobyl »), ou de ne donner qu'une partie de l'information.

À l'heure où toutes les institutions, qu'elles soient publiques ou privées, dans tous les secteurs – y compris celui de la recherche – communiquent plus qu'elles n'informent, ce livre bienvenu raconte l'histoire d'une « veille citoyenne d'information » associative dédiée aux OGM. Inf'OGM est né en juin 1999, au moment où la controverse sur les OGM battait son plein (autorisations d'importations et de culture, multinationales et chercheurs promettant le meilleur à attendre de ces plantes, d'un côté, destruction de semences et premiers arrachages, agriculteurs et chercheurs questionnant sur les impacts sanitaires et environnementaux, de l'autre). Dès lors, « Qui croire ? Et, surtout, comment le citoyen lambda, face à des avis aussi divergents, peut-il se faire une idée ? Doit-il se raccrocher à la Science et aux scientifiques qui, même entre eux, n'arrivent pas à se mettre d'accord ? Ceux qui en étaient encore convaincus commencent à découvrir que la Science n'est pas la Vérité et que les chercheurs défendent aussi des thèses… » C'est à partir de ce constat qu'est née l'idée, au sein « d'un petit groupe de personnes impliquées dans ces questions de choix de politiques agricoles » de créer Inf'OGM pour diffuser des « informations vérifiées, contextualisées, traduites en français ».

Trois parties d'inégale longueur mais d'égal intérêt constituent ce livre très documenté, véritable mine d'informations concrètes, factuelles et sourcées.

La première partie, « Société civile et choix technologiques : le grand écart ? », à partir de l'exemple des OGM, traite de la régulation et des acteurs de ces choix. Des grandes institutions internationales (OCDE, FAO, *etc.*) aux lobbies et experts (y compris les lobbies et experts associatifs), en passant par les chercheurs, tous les acteurs majeurs sont décrits en détail. Il ne faut d'ailleurs pas rater les deux pages dans lesquelles l'auteur dresse une liste « non exhaustive » de personnes ayant travaillé pour les différentes administrations présidentielles américaines et qui ont eu des postes dans des entreprises privées de biotechnologie, avant ou après leur emploi public : les passerelles entre administration, recherche et entreprise privée du modèle anglo-saxon ne sont pas qu'une simple facilité de carrière. Cette partie se termine par un chapitre intitulé « Comment impliquer les citoyens dans ces choix ? » qui fait une analyse critique de toutes les tentatives de débat (ou non-débat) sur les OGM, à commencer par la Conférence de citoyens de juin 1998. Mais ceci en ayant pris soin d'affirmer au préalable : « Soyons clairs : nul ne sait ce que serait exactement une 'implication citoyenne idéale' dans un choix technologique » et en indiquant trois grands principes « pour un débat fécond » : l'implication des parties prenantes « bien en amont des prises de décision » ; une définition collective des modalités du débat et des questions traitées ; enfin, la prise en compte de

toutes les conclusions par le politique « qui doit s'engager à expliquer clairement pourquoi il garde, rejette ou modifie les propositions issues du débat ».

Dans la deuxième partie, « Les étapes d'une veille citoyenne d'information », l'auteur rappelle l'une des principales raisons d'être d'une telle veille : ne pas laisser le monopole de l'information et du débat aux entreprises, aux scientifiques et aux décideurs politiques. C'est l'occasion pour le lecteur de voir à l'œuvre, toujours à partir d'exemples concrets, comment l'équipe d'Inf'OGM s'est posé toutes les questions concernant cette notion d'« information » (et comment elle y a répondu) : qu'est-ce qu'une bonne information, comment on la trouve au milieu de toutes celles qui existent, comment on la recoupe, comment on la vérifie, sans oublier la question classique, mais qu'il faut aussi résoudre, de l'objectivité (jamais totale, le simple fait de trier l'information est subjectif… mais qu'on rejoint par l'honnêteté, via l'expression des diverses opinions). Sans compter que multiplicité des informations ne signifie pas que tout est sur la table : l'auteur rappelle « les combats pour la transparence ». Appliquant ces principes à son association (dont il est un des fondateurs et, actuellement, le secrétaire de rédaction et le responsable des financements), F. Prat retrace l'histoire de la constitution et de la structuration d'Inf'OGM, sans éluder les questions de financement.

Des veilles d'information citoyennes existent dans d'autres domaines que les OGM (nucléaire, nanotechnologies, ondes électromagnétiques, semences, *etc.*). Une intéressante typologie nous en est présentée dans la troisième partie, « Quel avenir pour les veilles citoyennes d'information ? ». En octobre 2009, Inf'OGM a d'ailleurs pris l'initiative d'en réunir une quinzaine lors d'un séminaire intitulé « Veilles citoyennes d'information : des outils au service du droit d'ingérence dans les choix technologiques ». Inf'OGM plaide clairement en faveur « d'une mutualisation d'outils, de moyens, d'expériences ».

Au total, un livre passionnant que l'on peut aborder par plusieurs entrées : la mémoire des faits, l'approfondissement des questions, le dessin d'un certain futur possible. **Danielle Barr¯s.**